



• **Sommaire n° 83**

Septembre 2008

Edito	Page 1
9 ^e conférence	Page 2
Pouvoir d'achat	Page 3
Non à la privatisation de la Poste	Page 4

■ **CALENDRIER**

- **22 et 23 septembre 2008 :** secrétariat UFR sur le site de la 9^e Conférence, à l'Ile de Ré, afin de visualiser les locaux de travail et l'hébergement des participants.
- **7 octobre 2008 :** journée d'action CGT.
- **14 octobre 2008 :** Assemblée Générale de la FNIC CGT.
- **15 octobre 2008 :** réunion du Conseil National, au siège de la Fédération.
- **16 octobre 2008 :** journée unitaire d'actions et de manifestations des retraités.

Boîte e-mail de la FNIC:
fnic@cgt.fr

Site de la FNIC:
<http://www.fnic.cgt.fr>

Site de la FERPA:
<http://www.etuc.org/ferpa>

■ **Edito**

RETRAITÉS

LE 16 OCTOBRE 2008, ON CONTINUE !

L'édito du numéro 82 de notre dernier Bulletin s'intitulait « Après le 22 mai et le 17 juin 2008, il va falloir y retourner », citant deux journées au cours desquelles des centaines de milliers de retraités, pré-retraités, actifs, s'étaient retrouvés ensemble dans les rues de nos villes.

En cette Rentrée 2008, l'urgent c'est de se mobiliser encore plus fort, face à Nicolas Sarkozy, qui devait « être le Président du pouvoir d'achat » (avait-il promis) et est en fait le Président qui nous impose une régression sociale sans précédent.

LE POUVOIR D'ACHAT EN BERNE : une étude de l'IFOP, publiée le 31 juillet, note que pour 77 % des français l'inflation sera durable. La même étude fait apparaître que, par rapport à 2005, ce sont + 8 % de cadres, + 6 % de professions intermédiaires, + 13 % d'employés, + 21 % d'ouvriers et + 9 % de retraités (cette catégorie paraît-il privilégiée...) qui ne sont pas partis en vacances d'été. C'est bien la confirmation que les Français doivent s'imposer des privations.

Ceci amène encore l'INSEE à constater que le moral des ménages est au plus bas depuis 1987 et a chuté de deux points en juillet.

Concernant la situation particulière des retraités, elle n'est pas plus brillante : la revalorisation des pensions du régime général de 1,1 % au 1^{er} janvier 2008 et de 0,8 % au 1^{er} septembre, ainsi que celle du régime complémentaire, de 1,46 % au 1^{er} avril, comparées à une inflation de 3,6 % en un an, font apparaître une perte de pouvoir d'achat bien au-delà de 2 %.

La mise en oeuvre des dispositions successives réclamées par le patronat depuis 1993 (Balladur) aboutit à faire baisser le pouvoir d'achat des retraites complémentaires (tout comme celui du régime général) servies aujourd'hui, comme celles qui le seront à l'avenir, dans des proportions inacceptables.

C'est bien la preuve que le MEDEF, avec l'appui du Pouvoir, continue à persister dans sa volonté de laminer les retraites complémentaires.

SANTE ET POUVOIR D'ACHAT NE FONT PAS BON MENAGE:

les franchises médicales, les remboursements de médicaments, l'augmentation des cotisations mutuelles, pèsent de plus en plus fort sur le pouvoir d'achat des assurés sociaux et, lorsque cela devient trop lourd à supporter, ils sont obligés de réduire les soins ou de ne pas utiliser les médicaments prescrits.

(suite page 2)

Alors que nous avons un système de protection sociale très performant, on en arrive à rationner le droit à la santé pour des catégories de plus en plus larges et, en particulier, pour celles et ceux qui perçoivent de basses retraites.

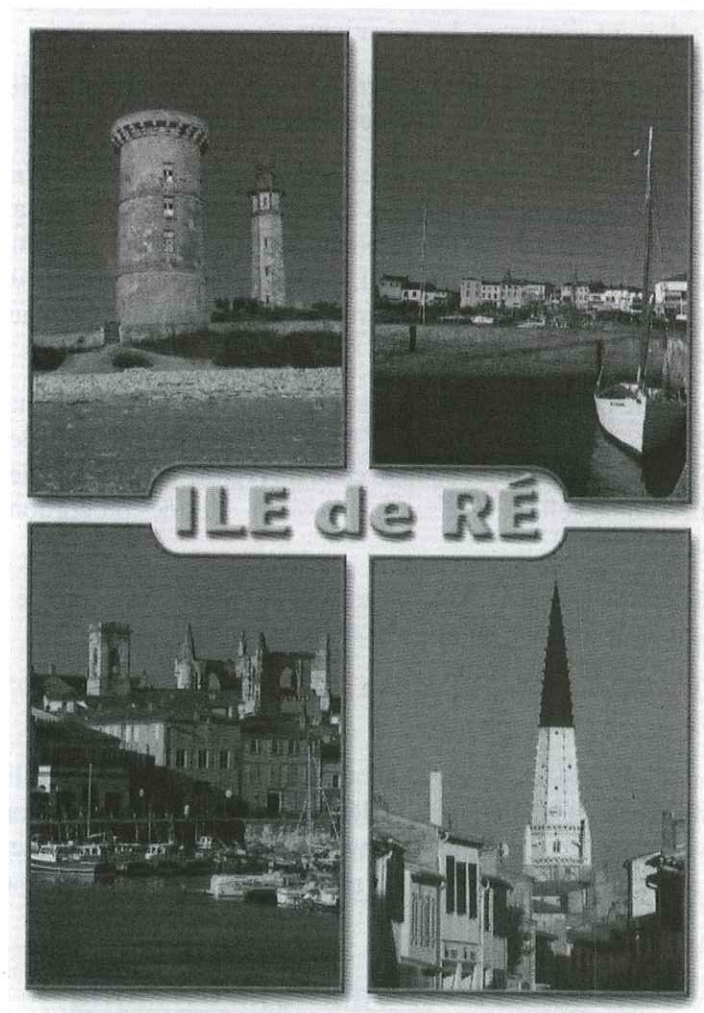
POUR L'AUGMENTATION DES RETRAITES ET PENSIONS, CONTINUONS A AGIR

L'ensemble des organisations syndicales de retraités a décidé de donner rapidement une suite aux actions de mai et juin derniers en organisant une grande journée offensive, dynamique et unitaire

LE JEUDI 16 OCTOBRE 2008 ***POUR DIRE HALTE A LA REGRESSION SOCIALE*** ***ET RECONQUERIR LE POUVOIR D'ACHAT PERDU.***



❑ 9^e Conférence de l'Union Fédérale des Retraites FNIC CGT



DU 12 AU 15 MAI 2009 ***Village Touristra*** ***de l'Ile de Ré***

Toutes nos bases syndicales sont invitées à y participer.

Cette Conférence travaillera sur la situation des retraités dans la société d'aujourd'hui et son évolution dans les années à venir.

Elle débattrà des actions à mener, du syndicalisme dont nous avons besoin pour défendre les valeurs qui sont les nôtres, construire enfin la société solidaire et juste à laquelle les retraités des Industries Chimiques ont droit.

**LETTRES QUI VONT ETRE ADRESSEES PAR L'UNION FEDERALE DES RETRAITES DE LA
FEDERATION NATIONALE DES INDUSTRIES CHIMIQUES CGT A :**

**Nous invitons chaque section
à adresser ces mêmes courriers
à ces deux destinataires**

Mme la Présidente du MEDEF
M. le Président de l'ARRCO/AGIRC

Madame, Monsieur,

L'augmentation des prix, le coût de la santé, la hausse des loyers, des transports, du gaz, de l'électricité, des produits pétroliers... sont parmi les raisons qui motivent et justifient le mécontentement des retraités. Elles s'ajoutent aux conséquences cumulées et négatives des dispositifs touchant au régime général.

** La hausse des prix constatée à ce jour est de 3,6 % en un an, bien que la hausse des produits de première nécessité soit plus importante encore.*

** La pondération des mesures prises pour l'évolution des pensions du régime général pour l'année 2008 représente une augmentation de seulement 1,36 %. Concernant l'ARRCO-AGIRC, + 1,46 % au 1er avril se traduit en fait par 1,1 % sur les 12 mois 2008.*

Face à cette accélération de la dégradation du pouvoir d'achat des retraités et plus particulièrement de celles et ceux qui ne perçoivent que de faibles pensions, nous estimons indispensable l'ouverture rapide de négociations avec les organisations syndicales sur :

⇒ une mesure immédiate de rattrapage de la valeur des points de retraite ARRCO-AGIRC, la fixation d'un montant minimum de retraite complémentaire afin d'établir une retraite totale, à 60 ans, égale au SMIC, dont notre Fédération revendique qu'il soit porté à 1600 euros,

⇒ l'indexation des pensions sur l'augmentation moyenne des salaires et non sur les prix,

⇒ une pension de réversion égale au minimum à 75 %.

Il est urgent que ces mesures soient prises afin d'arrêter la dégradation constante des conditions de vie des retraités.

Vous n'ignorez pas que l'ensemble des organisations syndicales se mobilise pour une grande journée d'action offensive et unitaire le jeudi 16 octobre 2008, afin de dire halte à la régression sociale et reconquérir le pouvoir d'achat perdu.

Nous vous demandons instamment de donner une suite favorable à nos exigences, et de répondre aux besoins et attentes des retraités.

Veuillez agréer....

Retraités de la FNIC dites NON à la Privatisation de La Poste !

Quand le Gouvernement change le statut d'un service public en **Société Anonyme**, ouvre le capital en **Bourse**, ce sont les **Actionnaires** qui font la loi.



+ CHER

L'augmentation des tarifs postaux (lettres, recommandés, colis) ne vous a pas échappé. Ces tarifs augmenteront encore. Vous paierez plus cher pour moins de service (ex : France Télécom). Tous les gestes postaux gratuits seront payants (ex : retours à l'expéditeur).



**- DE
QUALITÉ**

La Poste a un projet pour qu'il ne reste que **1 000 VRAIS** Bureaux de Poste (il y a 10 ans, il y en avait 17 000). Moins de bureaux (zone rurale), moins d'accueil ; à la place, le harcèlement téléphonique. La Poste développe les **Centres d'appels**, véritables bagnes.



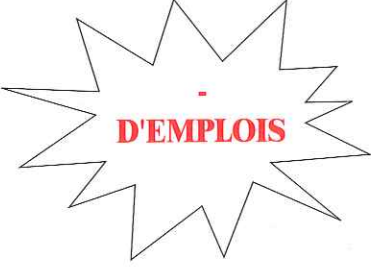
**+ DE
LENTEUR**

Le tri du courrier ne sera plus fait dans tous les départements. Qui dit éloignement, dit longueur de délai d'acheminement (route) et de distribution (boîtes aux lettres). Avec l'Europe, le courrier sera **distribué 5 jours sur 7**, au lieu de 6 jours sur 7.



**- DE
FIABILITÉ**

Le « *cachet de La Poste faisant foi* » : c'est fini ! La Poste va tricher : si La Poste ne trie votre courrier que le lendemain du postage, l'oblitération sera datée du lendemain. Ainsi on ne saura plus où il a été posté, ni l'heure de relevage, ni la date réelle de postage.



**-
D'EMPLOIS**

100 000 emplois à détruire d'ici 2010 (facteurs, colis, guichetiers, SAV, RH).

Emplois non offerts aux jeunes, ni aux chômeurs. Avec les décrets Sarkozy, c'est moins de droits, plus de pressions, moins de salaires, plus d'esclavage.



**+ DE
POLLUTION**

La poste n'est pas exemptée du Grenelle de l'environnement. Qui dit éloignement, dit plus de carburant, donc plus cher et plus polluant.

Les actionnaires se rembourseront sur le dos des usagers, des contribuables et des postiers. Tout pour le Fric !

Comme pour les précédentes privatisations, les retraités seront particulièrement pénalisés par cet abandon de service public et de proximité.

La Poste appartient à la Nation. Privatiser, c'est voler les citoyens !

SIGNEZ la pétition en ligne :

<http://www.cgt-fapt.fr/> ou contactez l'UFR au 01.48.18.80.29 (ou 85.82)